

## **URSS : essai d'analyse conjoncturelle**

**Nina Kousnetzoff\***

Dresser le bilan de la conjoncture en URSS est un exercice hasardeux en 1989 car les statistiques restent de qualité douteuse, et leur interprétation souffre du manque de recul. C'est donc avec beaucoup de précautions que sont ici analysés les principaux indicateurs de l'économie soviétique au cours des trois dernières années. Ces incertitudes permettent néanmoins de déceler quelques tendances : après s'être accélérée en 1986, la croissance a ralenti en 1987 et a peu repris en 1988 ; l'inflation s'est accrue ; les salaires ont, en 1988, augmenté plus que la productivité ; le déficit budgétaire atteint 11 % du PNB et l'excédent commercial se réduit. Autant de signes qui indiquent que la perestroïka est encore loin d'avoir réalisé l'assainissement des structures économiques.

L'évolution de l'activité économique depuis le lancement de la réforme en 1985 met en lumière les difficultés du passage d'une économie administrée à un système où se développeraient des liens directs entre fournisseurs et clients. Cette transformation devrait favoriser une gestion plus saine des ressources et permettre à terme une hausse sensible du niveau de vie. Dans l'immédiat, elle se heurte aux réactions frileuses de divers agents économiques, habitués à se prémunir contre les multiples pénuries engendrées tant par l'ordre des priorités des plans centraux que par l'absence de mécanisme régulateur.

---

\* *Nina Kousnetzoff est chargée de mission au CEPII.*

---

## Les limites de l'évaluation chiffrée

On ne peut évidemment évaluer les progrès de la réforme en fonction du rythme de croissance de l'activité des trois années 1986 à 1988. En effet, le passage progressif à l'autonomie comptable des entreprises, entraînant une diminution des garanties d'approvisionnement et de vente, bien que largement tempérée par l'instauration des commandes d'État, ne pouvait qu'amener un ralentissement au moins partiel des rythmes de production, d'autant plus qu'a été institué en même temps un contrôle central de la qualité des produits. D'autre part, le choix de nouveaux indicateurs pour rendre compte des résultats des entreprises, destinés à améliorer la rentabilité des projets et favoriser le progrès technique, a facilité des dérapages importants de prix dans les branches où apparaissaient des goulots d'étranglement.

Par ailleurs, le manque de fiabilité des statistiques officielles rend d'autant plus délicate toute évaluation des résultats réels. On sait que l'une des lacunes les plus graves du système statistique soviétique est l'absence de données de valeur ajoutée : dans la majorité des cas, les entreprises ne sont tenues de déclarer que leurs résultats en production brute, c'est-à-dire y compris les consommations intermédiaires ; ces dernières sont couramment comptabilisées à plusieurs reprises pour gonfler l'« output » final. De plus, l'appréciation de l'amélioration de la qualité des produits, assimilée, comme dans les autres systèmes de comptabilité nationale, à une augmentation en volume, est largement laissée à la discrétion des déclarants ; pour pouvoir atteindre les objectifs, assignés par le plan ou les commandes d'État, l'amélioration qualitative est sur-estimée, ce qui revient à sous-estimer les hausses de prix déclarées. Enfin, les déclarations simplement mensongères semblent, elles aussi, rencontrer peu d'obstacles pour remonter de la base au sommet[1]. Comme dans tout système statistique, mais ici de façon particulièrement frappante, les incohérences des statistiques soviétiques sont à l'image du système économique lui-même mais contribuent paradoxalement à son fonctionnement. Ainsi, le fait que les dotations des entreprises et la rémunération des travailleurs soient largement basées sur les résultats en production brute et même en chiffre d'affaires incite évidemment à des surestimations massives. Mais celles-ci ne sont possibles que parce qu'elles sont « couvertes » à tous les niveaux, grâce aux liens qui s'établissent entre agents économiques en marge du système officiel, réseaux et circuits parallèles dont on est bien obligé de reconnaître l'utilité pour pallier l'inefficacité d'un système d'allocation centralisée des ressources.

La perestroïka a précisément pour ambition de venir à bout à la fois de ces causes et de ces effets : en réduisant largement le rôle de la planification centrale et en légitimant les relations de type commercial, elle devrait permettre le développement de nouveaux circuits entre agents économiques sur des bases plus saines. Dans son principe, la perestroïka de l'économie devrait donc faciliter à terme une perestroïka des statistiques ; mais actuellement, les économistes soviétiques réformistes et les spécialistes occidentaux de l'URSS s'accordent largement pour penser que le système statistique en place non seulement empêche la transparence, mais, ce qui est plus grave encore, est un obstacle à la mise en œuvre des réformes.

Malgré le « brouillard » — ou plutôt le « brouillage » — véhiculé par le système statistique, et sachant de plus que l'analyse sur période courte est dans ces conditions encore moins assurée que l'appréhension des tendances sur dix ou quinze ans, la confrontation de données différentes, bien que toutes issues des mêmes sources officielles, permet de discerner les deux éléments suivants sur la période 1986-1988 : d'une part, une croissance instable, qui n'apporte pas jusque-là d'indices d'amélioration structurelle significative ; d'autre part, la poursuite et même l'amplification de certaines formes d'inflation, qui ne vont pas dans le sens du nécessaire rééquilibrage entre les revenus distribués et les biens disponibles.

## 1986-1987 : croissance sectorielle instable

L'accélération de la croissance en 1986 — au demeurant relativement faible, d'environ 0,6 point du Produit matériel net — avait été un peu rapidement attribuée à la nouvelle orientation donnée à l'économie en 1985. Cette accélération globale s'explique largement par de très bonnes récoltes : la production végétale a crû de plus de 8 % en 1986, alors qu'elle avait diminué durant les deux années précédentes, en particulier de 4 % en 1985 ; la production d'origine animale continuant elle aussi à s'accroître, la production agricole totale a augmenté de 5,3 % (tableau 1).

TABLEAU 1

### Croissance du Produit national et des productions brutes par secteurs

Taux de croissance en volume, en %

	Produit matériel net	Produit national brut	Production industrielle brute	Production agricole brute	Travaux de bâtiment et montage des équipements	Transports de marchandises	Commerce de détail
1985	3,5	n.d.	3,9	0,2	12,5	0,4	4
1986	4,1	5	4,9	5,3	7,8	4,4	6,3
1987	2,3	2,9	3,8	-0,6	5,2	2	2,8
1988	4,4	5	3,9	0,7	5	1,2	3,4

Sources :

1. Narodnoje Khozjajstvo SSSR, Statističeskij ežegodnik/Goskomstat SSSR (l'économie de l'URSS, Annuaire Statistique, Comité national des statistiques de l'URSS), 1984 et 1987.
2. Uskorit' povorot ekonomiki k čeloveku. Social'no-ekonomičeskoe razvitie SSSR v 1988 godu. Soobščenie Goskomstata SSSR (Accélérer l'orientation de l'économie vers l'homme. Développement économique et social de l'URSS en 1988. Communiqué du Comité national de statistiques de l'URSS), Pravda, 22 janvier 1989.
3. Pribavit' v rabote. O socialno-ekonomičeskom razvitii SSSR za devjat' mesjacev 1988 goda. Soobščenie Goskomstata SSSR (Intensifier le travail. Développement économique et social de l'URSS durant les neuf premiers mois de 1988. Communiqué du Comité national de statistiques de l'URSS), Pravda, 25 octobre 1988.

Un autre secteur paraît plus dynamique que la production en 1986 : le commerce de détail, dont le volume aurait augmenté de 6,3 % contre 4 % en 1985. Cependant,

en comparant produit par produit la croissance du volume et de la valeur des ventes en 1986, on constate que le taux de croissance du volume global a été rectifié pour ne pas tenir compte de la forte baisse des ventes de boissons alcoolisées à la suite de la campagne contre l'alcoolisme. Cette correction est de l'ordre de quatre points de croissance du commerce et par conséquent d'un demi-point de croissance du Produit matériel net.

Enfin, la croissance de la production industrielle brute s'est accélérée en 1986. C'est dans les industries agro-alimentaires que le progrès a été le plus important, facilité sans aucun doute par les bonnes récoltes. On observe également des taux de croissance plus élevés dans l'industrie lourde de base : combustibles et énergie, métallurgie, chimie, matériaux de construction. Cependant, il semble que l'accélération de la production ait résulté en partie d'une mobilisation des moyens de production existants, en particulier d'une augmentation du taux d'utilisation des équipements, sans que les capacités productives elles-mêmes aient augmenté.

Cette hypothèse est confirmée par ce que l'on sait de l'état du capital productif. Depuis de nombreuses années, profitant de l'absence de contrainte financière, certaines branches de l'industrie lourde, en particulier l'énergie et les constructions mécaniques, pratiquent un sur-investissement systématique ; cependant, celui-ci est largement neutralisé par l'allongement des délais de mise en service des équipements, alors que dans d'autres branches, telle la métallurgie de base, les investissements eux-mêmes sont souvent insuffisants. Le résultat est un vieillissement important de l'ensemble de l'appareil productif ; si l'on tient compte de la dévalorisation des équipements anciens, l'augmentation nette de capacités productives serait depuis longtemps très faible, d'autant plus qu'une mesure effective du stock de capital fixe doit tenir compte des fortes hausses de prix occultes dans la branche des constructions mécaniques. On se trouverait alors devant une saturation réelle des capacités productives dans de nombreuses branches, qui serait sous-estimée dans les statistiques officielles[2]. Ces dernières montrent bien cependant que ce sont ces faibles marges de manœuvre qui ont été utilisées pour augmenter la production en 1986, comme le confirme la coïncidence du ralentissement de la croissance et de la diminution des taux d'utilisation des capacités l'année suivante (tableau 2).

TABLEAU 2

**Taux d'utilisation des capacités de production pour vingt-trois branches industrielles\***

	En %			
	1980	1985	1986	1987
Moyenne des 23 branches	87,1	87,8	88,3	87,5
Moyenne du 1/3 supérieur	93,0	94,1	95,3	94,9
Moyenne des autres branches	84,5	85,1	85,3	84,3

Source : *Narodnoje Khozjajstvo SSSR, 1987.*

\* Sidérurgie, chimie, constructions mécaniques, bois, matériaux de construction, textile, chaussures, électro-ménager, meubles, agro-alimentaire.

En effet, en 1987, la croissance se ralentit dans tous les secteurs de l'économie et toutes les branches industrielles sans exception. Dans l'agriculture, la production

brute totale diminue de 0,6 % : malgré une récolte de céréales équivalente à celle de 1986 (211 millions de tonnes), la production végétale totale retombe au niveau de l'année 1984 (— 3,7 %), alors que la production d'origine animale progresse moins vite qu'en 1985 et 1986 (+ 1,8 %). Dans l'industrie et les transports, plusieurs éléments contribuent au ralentissement de la croissance.

Tout d'abord, on n'a pas avancé dans la solution des problèmes anciens : les ventes des entreprises demeurant presque totalement garanties, et le profit ainsi que la masse salariale dépendant largement du chiffre d'affaires, le gaspillage des matières premières et l'inadéquation des modèles produits aux besoins — en particulier la tendance au gigantisme des équipements — se poursuivent. D'autre part, la productivité du travail demeure insuffisante : sa croissance est freinée par le « compromis social » de fait qui s'est établi entre pouvoir d'achat limité et travail fourni de façon irrégulière. La forte demande de main-d'œuvre dans les régions les plus développées, conséquence à la fois de cette faiblesse de la productivité et de l'évolution démographique, devient plus difficile à satisfaire, alors que les différences de rémunérations amplifient les mouvements de travailleurs entre secteurs et entre types d'entreprises : en 1987, le nombre total de salariés du secteur public cesse d'augmenter, avant de diminuer en 1988 ; de plus, dès 1987, ce nombre diminue dans l'industrie et les transports, alors qu'il augmente fortement dans le bâtiment.

Enfin, un contrôle de qualité centralisé (*gospriemka*) a été introduit en 1987 dans certaines branches de l'industrie lourde. Directement inspirée des industries de la défense, et justifiée dans la mesure où les entreprises bénéficient d'une garantie de vente, cette procédure, annoncée dans le cadre de la réforme, était censée faciliter le passage ultérieur à une économie plus proche du marché. De façon immédiate, ce nouveau système de contrôle a nécessité une diversion importante de cadres des activités de production ; il s'est traduit par des retards fréquents dans les livraisons des produits, qui ont entraîné des perturbations beaucoup plus importantes que les mises au rebut définitives elles-mêmes, restées très limitées. S'ajoutant au non-respect de nombreux nouveaux contrats de fourniture de firme à firme, le contrôle de qualité a multiplié et amplifié les pénuries ponctuelles, particulièrement dans les constructions mécaniques.

Dans ces conditions, on est plutôt frappé par le maintien d'un taux de croissance élevé du volume de la production brute des constructions mécaniques — 6 % environ en 1987 alors que les premières estimations indiquaient 4,6 %, contre 7 % en 1986 — tandis que le taux de croissance de l'ensemble de l'industrie lourde perd deux points de croissance. Il est reconnu[3] que la hausse cachée des prix, sous couvert d'innovations techniques et d'améliorations de qualité au demeurant minimes, se pratique largement dans les constructions mécaniques. Si l'on examine les taux de croissance en unités physiques et non plus en volume, qui sont disponibles pour soixante-quatre produits de cette branche, on constate que ces taux ont sensiblement diminué pour presque tous les produits entre 1986 et 1987, et sont devenus négatifs pour les trois quarts d'entre eux alors qu'ils étaient positifs pour près des deux tiers en 1986. Sans que l'on puisse recalculer une moyenne pour la branche des constructions mécaniques à partir de ces taux de croissance en unités physiques, la comparaison avec les taux en volume indique clairement une hausse des prix — justifiée ou

---

non par des améliorations de qualité— bien plus forte en 1987 qu'en 1986. En appliquant la même méthode aux autres branches industrielles, on arrive à la conclusion que c'est dans les constructions mécaniques que l'accélération de la hausse des prix à la production a de loin été la plus importante en 1987.

Si la surestimation du taux de croissance de la production industrielle se serait donc plutôt accrue en 1987, on ne saurait en dire autant de celle du taux de croissance du volume du commerce de détail : la vente de boissons alcoolisées ayant diminué beaucoup moins que l'année précédente (— 14 % en 1987 contre — 37 % en 1986), on peut estimer que la correction apportée au taux de croissance du volume du commerce de détail total pour ne pas tenir compte de cette baisse n'a plus été que de 0,3 point en 1987 contre 3,8 points en 1986.

Pour conclure, si l'accélération de la croissance en 1986 apparaît faible et même discutable, le ralentissement de 1987 est, quant à lui, bien réel.

## **1988 : peu de progrès dans les conditions de vie**

Pour l'année 1988, l'Office des statistiques annonce une croissance de 4,4 % du Produit matériel net et de 5 % du Produit national brut. Cela signifie une accélération de la croissance globale de plus de deux points par rapport à 1987. Cependant, on ne retrouve pas cette forte reprise dans les taux de croissance des productions brutes par grands secteurs publiés conjointement (voir tableau 1). Plus précisément, on peut construire un indice global de l'activité économique à l'aide de ces taux de croissance sectoriels et des poids relatifs des secteurs dans le Produit matériel net. Entre 1983 et 1987, le taux de croissance de cet indice basé sur des productions brutes est sensiblement égal ou supérieur à celui du PMN ; pour 1988, il est de 3 %. Seule une baisse très importante des consommations unitaires pourrait expliquer une croissance des valeurs ajoutées, et donc du PMN, plus rapide que celle des productions brutes ; mais les informations dont on dispose par ailleurs ne confirment pas cette hypothèse pour l'année 1988. Dans ces conditions, au vu des croissances sectorielles, on se serait plutôt attendu à un taux de croissance du PMN pour 1988 compris entre 2,5 et 3 %, c'est-à-dire équivalent à celui de 1987. Cette fourchette correspond bien, par ailleurs, aux estimations avancées par certains économistes soviétiques n'appartenant pas à l'Office national de statistiques.

En 1988, aucun secteur n'a manifesté une accélération spectaculaire de la croissance. Ainsi, la production brute de l'agriculture, si elle a cessé de diminuer, n'a augmenté que de 0,7 %, la croissance de 3,4 % des productions de l'élevage étant compensée par une baisse de 2,7 % des productions végétales ; en particulier, la récolte de céréales est retombée à 195 millions de tonnes.

Le taux de croissance de la production industrielle totale reste pratiquement inchangé à 3,9 %, mais, pour la première fois depuis la seconde moitié des années soixante, la production de biens de consommation aurait progressé nettement plus que celle de biens de production (5 % et 3,5 % respectivement). Le volume de la production des industries légères (textile, habillement, cuirs et peaux et chaussures) progresse effectivement de 4,3 % alors qu'il n'avait augmenté que de 1 % en 1987 ; cependant, la comparaison des taux de croissance en unités physiques par produits des deux années indique qu'en 1988, une part importante de cette croissance en volume relève d'améliorations de qualité, ce qui peut, comme on le sait, recouvrir de simples hausses de prix. On sait également [3] que les entreprises ont mis à profit leur autonomie de gestion nouvellement acquise pour augmenter la part des produits onéreux au détriment de celle des produits bon marché. En revanche, la croissance du volume de la production des industries agro-alimentaires s'est sensiblement ralentie en 1988 (2,3 % au lieu de 4 %) : alors que les productions d'origine animale progressent de 3-4 %, celles d'origine végétale souffrent des mauvaises récoltes ; de plus, le rythme de la production a probablement été freiné par l'extension du contrôle centralisé de qualité aux industries agro-alimentaires au 1<sup>er</sup> janvier 1988.

Enfin, on relève bien une accélération de la croissance de la production en unités physiques pour la plupart des autres biens de consommation (électro-ménager, deux-roues), à l'exception notable des voitures particulières (— 5 %). A défaut d'un chiffre de croissance globale de la production de l'ensemble de ces biens, on peut essayer de l'estimer à travers les données du commerce. Pour 1988, le résultat global du commerce de détail n'est encore disponible qu'en prix courants : sa valeur aurait augmenté de 7,2 %, ce qui représente un bond considérable, comparé aux taux de croissance correspondants des années précédentes (2,4 et 2,8 % respectivement en 1986 et 1987). Les taux de croissance des volumes des ventes et des prix par produits sont disponibles pour environ 70 % du commerce total de 1988 ; ces données se répartissent à peu près à égalité entre produits non alimentaires et produits alimentaires, pour lesquels manquent les chiffres concernant les boissons. Pour la première fois dans les statistiques officielles, ces données révèlent une forte hausse des prix non alimentaires : environ 5,5 % pour l'ensemble des produits dont les variations de prix sont disponibles. Pour les produits alimentaires (hors boissons), la hausse des prix moyenne n'est que de 1,6 %, ce qui n'est pas surprenant puisque sont exclues de ces statistiques les ventes sur le marché libre.

Si l'on fait l'hypothèse très grossière que le prix moyen des boissons (alcoolisées et non alcoolisées) a augmenté comme celui des autres produits alimentaires, et que d'autre part le prix moyen de l'ensemble des produits non alimentaires a augmenté de 5,5 %, on peut en déduire que la hausse de 7,2 % de la valeur du commerce de détail se répartit à peu près à parts égales entre croissance en volume et hausse des prix. Dans ces conditions, le volume du commerce de détail aurait augmenté à peine plus vite en 1988 qu'en 1987, plutôt moins pour les produits alimentaires, plutôt plus pour les produits non alimentaires. La hausse apparente des prix — qui ne prend en compte ni les hausses sur le marché libre, ni les marges occultes prélevées par les salariés des magasins d'État sur leurs clients — aurait été beaucoup plus forte que l'année précédente, surtout pour les produits non alimentaires. Quant à la hausse

---

réelle des prix sur l'ensemble des ventes au détail, certains économistes soviétiques l'estiment à 6,5 ou 7 % pour 1988, ce qui réduirait pratiquement à zéro la croissance du volume des ventes.

Dernier secteur important, l'activité du bâtiment révèle l'acuité d'un problème ancien qui n'a toujours pas été résolu : la multiplication du nombre de chantiers en cours et l'allongement consécutif de la durée des travaux. Les entreprises continuent à morceler leurs projets d'investissement en sachant que pour un chantier en cours elles obtiendront aisément des financements complémentaires. Cette situation convient également aux entreprises du bâtiment et des travaux publics : en effet, celles-ci sont payées en fonction du volume des travaux effectués et non des mises en service des bâtiments et équipements, et peuvent plus facilement dépasser l'enveloppe du devis initial si les travaux se prolongent. En 1988, le volume des travaux effectués pour les entreprises (y compris les travaux de montage des équipements) et les ménages a progressé comme en 1987, soit de 5 % environ, mais les bâtiments et équipements mis en service n'ont augmenté que de 0,8 %, bien que l'investissement fixe se soit accru de 4,8 %. Ce résultat est en net recul par rapport à 1987, où les mises en service avaient progressé plus vite que l'investissement (respectivement 6,8 et 5,7 %). Il semble bien que la réforme de l'entreprise soit restée jusque-là largement impuissante face à ce type de gaspillage des ressources : la valeur des bâtiments et équipements immobilisés sur des chantiers en cours a encore augmenté durant l'année 1988. Tout se passe comme si le phénomène avait été amplifié par l'autonomie financière et la liberté de choix des projets accordée aux entreprises ; on sait seulement que celles-ci ont déclaré avoir fortement augmenté la part de leurs investissements consacrés au rééquipement et à la rénovation des unités de production existantes.

Les résultats sont encore plus frappants dans le logement, où la surface mise en service a diminué de 1,5 % en 1988, après des augmentations de 6 et 10 % en 1986 et 1987. En dehors de l'intérêt des entreprises de bâtiment, cet arrêt brutal pourrait s'expliquer partiellement par l'introduction du contrôle central de qualité dans le bâtiment depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988.

## **Pénuries et création monétaire**

Malgré l'annonce officielle d'une forte reprise de l'activité, qui paraît d'ailleurs très surestimée, l'année 1988 ne témoigne pas de progrès sensibles dans la gestion micro-économique et le mode de vie de la population. Au niveau des grands équilibres, certaines informations indiquent une amplification des formes d'inflation particulières au système soviétique. Il faut cependant se demander si cette amplification est réelle, ou bien si l'on se contente de découvrir, à travers de nouvelles informations, des faits déjà anciens.

Première information : la hausse cachée des prix à la production dans l'industrie et le bâtiment serait de plusieurs points de pourcentage par an dans toutes les branches manufacturières. Comme on l'a vu, ce phénomène a été repéré de longue date comme un moyen relativement aisé d'augmenter la rentabilité des entreprises, spécialement dans les constructions mécaniques. Il se serait accru en 1987 et surtout en 1988, à cause de l'autonomie nouvelle des entreprises, de la relative liberté de détermination des prix contractuels et enfin de l'augmentation des importations de biens d'équipement. Certains économistes avancent un chiffre de hausse de 6 % pour la moyenne des prix de l'industrie en 1988[4]. Comme l'allocation centralisée de ressources reste le moyen essentiel d'obtention d'équipements par les entreprises, cette hausse de prix ne doit pas être assimilée à un renchérissement des moyens de production. En revanche, ce déflateur doit être pris en compte pour calculer la production réelle disponible pour la consommation et l'augmentation du capital fixe, de même qu'il faut déduire du produit national l'accroissement des équipements productifs et des bâtiments inachevés ou inutilisés : dans ce dernier cas, à la contrepartie monétaire distribuée sous forme de dotations ou de salaires des entreprises productrices ne correspond aucun bien réel.

TABLEAU 3

## Croissance des salaires et de la productivité

		Taux de croissance en %			
		1985	1986	1987	1988
Sources : — Narodnoje Khozjajstvo SSSR, 1986 et 1987. — Référence (2) du tableau 1.	Productivité moyenne du travail	3,2	3,8	2,4	5,1
	Salaire mensuel moyen des ouvriers et employés	2,8	2,9	2,8	7

Un deuxième facteur de croissance inflationniste de la masse monétaire est l'accélération de la hausse des salaires par rapport à la productivité du travail (tableau 3) ; cette dernière, calculée en fonction des productions brutes, est elle-même, comme on vient de le voir, surestimée au moins dans la mesure où est sous-estimée la hausse des prix. Ce facteur d'inflation s'est accru en 1987 mais surtout en 1988 : la hausse officielle des salaires a alors dépassé l'accroissement de la productivité dans l'industrie, le bâtiment, l'agriculture et les transports. L'importance de cette hausse pourrait témoigner du développement d'une spirale inflationniste amorcée par les prix à la consommation ; elle confirme de plus la persistance d'une forte demande de main-d'œuvre dans les entreprises publiques des secteurs productifs comme le soulignent de nombreux économistes soviétiques[5]. En 1988, la population active s'est accrue de 0,6 million, mais le nombre de salariés de ces entreprises a diminué d'un million, alors que le nombre d'emplois occupés dans le secteur public non productif, mais surtout dans les coopératives et les entreprises individuelles où les rémunérations sont bien plus élevées, augmentait fortement. L'imprécision des données sur le nombre de personnes exerçant deux emplois à la fois empêche de comparer le montant total de la main-d'œuvre occupée en 1987 et 1988 ; ces données permettent cependant d'estimer que le chômage demeure tout à fait marginal.

---

Enfin, le budget de l'État apparaît lui aussi comme une source de création monétaire sans contrepartie réelle. La publication des informations portant sur le déficit budgétaire à l'occasion de la présentation du budget pour 1989 est tout à fait inédite. Elle concerne plusieurs points. Tout d'abord, il est reconnu que l'exécution du budget de l'année 1988 a nécessité un emprunt de 27 milliards de roubles environ à la Banque centrale ; pour l'année 1989, l'emprunt correspondant est projeté à 35 milliards de roubles. Ensuite, il est prévu que l'exécution du budget 1989 nécessitera un emprunt supplémentaire de 63,4 milliards de roubles (Concours à l'État) provenant, semble-t-il, des mêmes ressources que le premier, mais qu'il serait souhaitable de compenser par une baisse correspondante des crédits directs aux entreprises. Pour 1989, le déficit budgétaire total se monterait donc à quelque 100 milliards de roubles, soit 11 % du PNB.

Avant de préciser la signification d'un déficit budgétaire dans le système soviétique, il faut se demander si sa publication pour l'année 1989 recouvre ou non une augmentation récente. Là aussi, la nouvelle présentation du budget apporte une réponse. Contrairement aux années précédentes, on dispose d'une ventilation exhaustive des recettes. On constate ainsi que deux postes seulement manquaient à la dernière structure connue des recettes, celle de 1987 : les Recettes du commerce extérieur et, justement, les Concours à l'État. Si l'on suppose que les Recettes du commerce extérieur prévues pour 1989 sont au moins égales à celles de 1987, ce qui paraît probable étant donné la faible valeur des exportations d'hydrocarbures en 1987<sup>1</sup>, on peut en déduire que les Concours à l'État — autrement dit le déficit budgétaire — se montaient en 1987 à au moins 87 milliards de roubles, soit 10 % du PNB. Ce raisonnement montrerait donc que l'ampleur du déficit budgétaire pour 1989 n'est pas nouvelle ; il est même probable que ce dernier a considérablement augmenté en 1986, en raison à la fois de la chute des prix mondiaux du pétrole brut et de la baisse des ventes de boissons alcoolisées en URSS.

Quelle est la signification de ce déficit ? Suivant la ventilation des recettes communiquée pour 1989, il est financé par recours à l'épargne des ménages. Cependant, les dépôts d'épargne constituent en URSS un phénomène très particulier : il s'agit de résidus monétaires que les ménages ne parviennent pas à dépenser faute d'offre suffisante de produits de consommation, et qui sont très peu rémunérés. Dans ces conditions, le financement du déficit budgétaire s'apparente à une création monétaire. Quelle que soit son utilisation effective (dépenses d'administration centrale, transferts sociaux ou financement de l'économie), ce déficit se traduit par l'apparition de moyens de paiement supplémentaires chez les ménages. L'offre de biens et services demeurant par ailleurs insuffisante, ils sont en partie déposés sur les livrets d'épargne. En fin de compte, le déséquilibre préexistant entre moyens de paiement et biens de consommation disponibles n'est pas diminué, et les montants supplémentaires injectés dans l'économie, qui avaient pour contrepartie l'épargne des particuliers, servent essentiellement à alimenter le gonflement de ces mêmes dépôts [7].

---

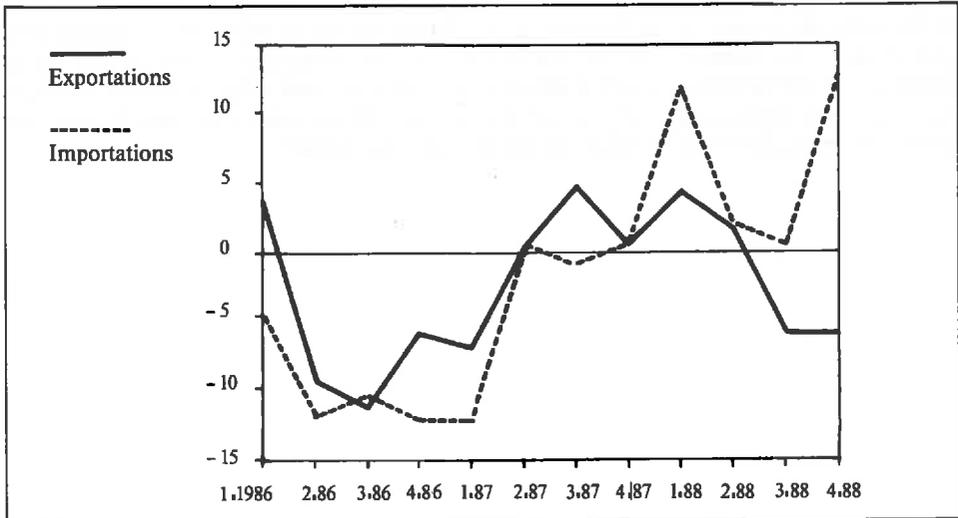
1. Les recettes budgétaires provenant des exportations d'hydrocarbures représentent la différence entre les rentrées de devises correspondantes converties en roubles et la rémunération des entreprises productrices, à des prix intérieurs qui ne sont pas directement indexés sur les prix mondiaux [6].

Contrairement au budget de l'État, les chiffres du commerce extérieur sont publiés depuis longtemps de façon détaillée. Cependant, depuis la réforme de 1987 qui a mis fin au monopole d'État du commerce extérieur, et en l'absence d'un système centralisé de statistiques douanières, il semble qu'une partie des transactions, et particulièrement des importations, effectuées par des entreprises individuelles soit mal comptabilisée. Ces lacunes n'empêchent pas de déceler une forte poussée des importations totales depuis le début de l'année 1988 : de même que le contrôle de la hausse des salaires par rapport à celle de la productivité s'est relâché, on constate qu'il n'y a plus ajustement du rythme des importations à celui des exportations comme cela avait lieu auparavant, par exemple en 1986 où la chute des prix du pétrole avait entraîné une baisse considérable de la valeur des exportations. Il en est résulté une diminution notable de l'excédent commercial, passé de 5,7 et 7,4 milliards de roubles en 1986 et 1987 à 2 milliards seulement pour l'année 1988 (graphique 1).

## GRAPHIQUE 1

### Commerce extérieur trimestriel à prix courants

Taux de croissance sur un an, en %



Sources : - *Vnešnjaia trgovlja SSSR, mensuel.*  
 - *Référence (2) du tableau 1*

---

## Conclusion

Augmentation occulte des prix de l'industrie lourde, hausse excessive des salaires, vaste déficit budgétaire : ces trois facteurs ont accru, depuis 1986, le déséquilibre existant entre les ressources monétaires et les biens de consommation disponibles. En 1988, malgré certains progrès dans l'approvisionnement en produits industriels et dans la fourniture de services marchands aux ménages<sup>2</sup>, ni l'augmentation du volume, ni même la hausse des prix des biens et services n'ont pu réduire cet écart : l'une des preuves en est l'accélération de l'augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne, passés de 266,7 à 297,5 milliards de roubles au cours de l'année 1988.

L'ampleur de ces pénuries en biens et services par rapport aux moyens de paiement disponibles est sans doute actuellement l'un des obstacles majeurs aux progrès de la réforme de l'économie. Tant qu'elles subsisteront, on ne pourra espérer obtenir de progrès décisifs dans la productivité du travail et la gestion des entreprises. A l'inverse, une réduction rapide des pénuries exigerait au minimum une forte hausse des prix à la consommation. Cette politique de prix devrait probablement être complétée par des mesures visant à retirer au moins provisoirement de la circulation l'argent des livrets d'épargne : on pourrait envisager de transformer ces dépôts d'épargne à vue en dépôts à terme en échange d'une rémunération correcte. Ce type de mesures devrait également pouvoir mettre un terme à la thésaurisation fiduciaire à laquelle on assiste actuellement, à condition de surmonter les « anticipations craintives » des ménages devant les intentions des dirigeants. Dans le cas où ces derniers ne parviendraient pas à rétablir la confiance, peut-être devraient-ils même envisager un prélèvement direct sur les moyens de paiement en circulation, sous peine de nouvelle perte d'efficacité du système productif.

---

2. L'offre de services marchands à prix courants a augmenté de 8,1 % en 1987 et de 15,3 % en 1988.

### Bibliographie

- [1] Orlov B. « Illjuzii i real'nost' ekonomičeskoj informacii » (illusions et réalité de l'information économique), *Eko*, août 1988.
- [2] Val'tukh K., Lavrovskij B., « 1987 god : nekotorye itogi i vyvody » (l'année 1987 : quelques bilans et conclusions), *Eko*, septembre 1988.
- [3] V Sovete Ministrov SSSR, « O merakh po ustranjeniju nedostatkov v složivšejsja praktike cenoobrazovanija » (mesures pour lutter contre les inconvénients de la pratique actuelle de formation des prix), *Socialističeskaja industrija*, 4 février 1989.
- [4] Seljunin V., « Gde bor'ba, tam nadežda » (là où est la lutte est l'espoir), *Socialističeskaja industrija*, 1<sup>er</sup> janvier 1989.
- [5] Sapir J., « De la crise économique à la crise chez les économistes : réflexions sur un voyage », manuscrit inédit (ce document rapporte des entretiens de l'auteur avec des économistes soviétiques en décembre 1988).
- [6] Zverev (A.), « Valjutnyj mekhanizm vo vnešnetorgovoj rabote promyšlennosti » (le circuit des contreparties en devises des activités de commerce extérieur de l'industrie), *Vnešnaja torgovlja*, 8-1988.
- [7] Gajdar E., Laciš O., « Po karmanu li traty ? », (est-ce que nos dépenses correspondent à nos moyens ?), *Kommunist*, novembre 1988, n° 17.

